



17-12-2013

EADS :

2012, 1,083 milliard de profits.

2013, 5.800 emplois supprimés

° ° °

Le gouvernement complice

Eads vient d'annoncer 5.800 suppressions d'emplois qui se répartissent de la manière suivante : Allemagne : 2.600, France : 1.700, Angleterre : 700, Espagne : 600. Soit 13% des effectifs qui concernent les sites de production des matériels militaires, des hélicoptères, des satellites. (Astrium). Une usine sera fermée en Allemagne. La fabrication des Airbus ne serait pas touchée

Le groupe EADS, groupe industriel européen est présent sur le secteur aéronautique avec Airbus, le secteur spatial civil avec Ariane Espace, le secteur militaire avec les missiles. Il compte 140 000 salariés et un chiffre d'affaires de 56 milliards d'euros en 2012. EADS deviendra « Airbus Group » au 1er janvier 2014.

Quel prétexte pour une telle saignée ?

La baisse de commandes militaires ? Le plan de charge se tient et il vient même d'engranger une commande de 2 milliards d'euros pour la fourniture de 18 fusées Ariane 5

Le prétexte, la Direction d'Eads l'indique elle-même : il faut réduire les coûts. Elle veut une rentabilité à 10%. Tel est bien le fond de la question. Profits et dividendes d'abord.

Ils s'en mettent plein les poches sur le dos des salariés.

L'action du groupe a gagné 7,7%, sa plus forte progression en un an, les investisseurs peuvent compter sur une progression des dividendes. Autre "bonne nouvelle", le flux de trésorerie devrait atteindre l'équilibre en 2014 et 2015, selon Tom Enders, le président exécutif et le directeur financier. **Ils confirment l'objectif de marge opérationnelle de 10 % en 2015. Ils annoncent que le groupe versera aux actionnaires de l'entreprise entre 20 et 40 pour cent de ses bénéfices nets réalisés dans le courant de l'année.** Les gouvernements français et allemand profiteront donc de dividendes élevés, ils sont les plus grands actionnaires d'EADS

Le groupe de médias Lagardère a annoncé avoir réalisé lors de la vente de sa

participation de 7,4% dans le constructeur aéronautique EADS **une plus-value nette d'impôts et de frais de transaction de 1,8 milliard d'euros.**

Le groupe automobile allemand Daimler a annoncé, la vente des dernières parts qu'il détenait dans EADS soit 7,5%. Le groupe allemand a fait savoir que **l'opération lui avait rapporté 2,2 milliards d'euros.**

Ces **rachats d'actions** s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'un montant de **3,75 milliards d'euros sur 18 mois** reflétant la généreuse trésorerie du groupe, comme le note le journal les Echos.

Des dizaines de milliards volés aux salariés avec la complicité des gouvernements allemand et français

Ces décisions vont avoir un impact sur toute la filière de construction aéronautique. Les sous traitants vont être durement touchés. De 4.000 à 7.000 postes devraient être perdus entre 2014 et 2017 estime le représentant du syndicat patronal du numérique en Midi Pyrénées.

La direction menace

Sur les 5.800 postes supprimés, 1300 concernent des intérimaires. Pour ceux là, pas de problème ils sont jetables sans délai. Pour les autres, mutations ou départs « volontaires » sont prévus. Si l'objectif n'est pas atteint c'est le licenciement.

Dans le même temps la Direction prévoit la mise en place d'un « plan de « sauvegarde » de l'emploi comme chez Renault, Peugeot, Air France etc... avec la baisse des salaires, la liquidation des avantages acquis, en clair la baisse ce que le patronat appelle le « coût du travail »

Les gouvernements complices

Le ministre-président du Land de Bavière, Horst Seehofer, (droite démocrate-chrétienne) a déclaré : « la suppression des emplois doit se faire avec le maximum de consensus possible. »

Le ministre français du Travail et de l'Emploi, Michel Sapin, déclare : « cette entreprise gagne de l'argent... Elle veut se restructurer. Très bien »

Silence des syndicats

EADS a donc déjà le feu vert des gouvernements, il a jusqu'à présent celui des organisations syndicales.

Dans un communiqué le groupe déclare avec cynisme: « **EADS va entamer les négociations avec les organisations représentatives du personnel pour trouver les mesures et les solutions sociales les plus justes pour tous les employés concernés.** » « **mener des négociations avec les comités d'entreprises pour arriver à un accord sur la réduction des coûts du travail qui amortisse l'impact social des mesures de restructuration.** » En clair, les salariés paieront les licenciements.

La Confédération européenne des Syndicats (CES) à laquelle appartiennent toutes les organisations syndicales des pays concernés reste muette. Sa vocation n'est surtout pas de remettre en cause les décisions patronales. Silence aussi des centrales syndicales françaises.

En Allemagne, 20.000 salariés d'EADS ont débrayé sans attendre de directive syndicale. C'est ce qu'il faut faire partout, agir ensemble sans attendre.

Il est urgent d'agir très fort

Imposons un coup d'arrêt à la politique du capital et du gouvernement à son service.